



Numéro PPQ/

vendredi 10 février 2017

Les grands titres:

- Les chercheuses toujours minoritaires en génie et informatique, selon un rapport de l'UNESCO
- Le nombre de réfugiés du Soudan du Sud franchit la barre des 1,5 million, selon le HCR
- Yémen : face à l'aggravation de la crise alimentaire, l'ONU demande une aide urgente afin d'éviter une catastrophe
- Iran : l'ONU se félicite de la suspension de l'exécution d'un mineur
- RDC : la communauté humanitaire lance un appel de fonds de 748 millions de dollars pour 2017
- En visite en Turquie, le chef de l'ONU salue la générosité du pays à l'égard des réfugiés syriens
- Le Conseil de sécurité et le Secrétaire général se félicitent de l'élection du nouveau Président somalien

Les chercheuses toujours minoritaires en génie et informatique, selon un rapport de l'UNESCO



Des étudiantes dans un laboratoire universitaire à Serdang, en Malaisie. Photo Nafise Motlag/Banque mondiale

10 février - A la veille de la Journée internationale des femmes et des filles en sciences, un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) montre que les chercheuses sont toujours minoritaires en génie et en informatique, alors qu'elles ont atteint la parité en sciences de la vie dans de nombreux pays.

Les femmes représentent désormais 53% des titulaires d'une licence ou d'un master et 43% des docteurs, mais seulement 28% des chercheurs dans le monde, précise ce Rapport de l'UNESCO sur la science vers 2030.

« Les filles continuent de se heurter aux stéréotypes et aux restrictions d'ordre social et culturel qui limitent leur accès à l'éducation et aux financements de la recherche, les détournent des carrières scientifiques et les empêchent de réaliser tout leur potentiel. Les femmes restent une minorité parmi les chercheurs et les décideurs dans le domaine scientifique », a souligné la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, dans un message pour la Journée.

« Il faut autonomiser les filles et les femmes à tous les niveaux, dans l'apprentissage et la recherche, dans l'administration et l'enseignement, et dans toutes les disciplines scientifiques », a-t-elle ajouté.

Manifeste de l'UNESCO pour les femmes et la science

L'UNESCO et la fondation L'Oréal ont lancé l'an dernier un manifeste pour les femmes et la science, invitant les gouvernements et les parties concernées à encourager la pleine participation des filles et des femmes à la science.

« Nous devons encourager les filles et les femmes en offrant aux jeunes scientifiques des possibilités de tutorat pour les accompagner dans l'évolution de



leur carrière. Nous devons mieux faire connaître le travail accompli par les femmes scientifiques en offrant à celles-ci des chances égales de participer à divers organes et manifestations scientifiques de haut niveau et de les diriger », a déclaré Mme Bokova.

La situation au niveau mondial masque d'importantes disparités intrarégionales. Ainsi, 52% des chercheurs sont des femmes aux Philippines et en Thaïlande, et la parité est presque atteinte en Malaisie et au Viet Nam, mais seulement un chercheur sur trois est une chercheuse en Indonésie et à Singapour. Au Japon et en République de Corée, deux pays qui se caractérisent par un important contingent de chercheurs et une sophistication technologique indéniable, seuls 15% et 18% d'entre eux sont des femmes, respectivement.

Il existe par ailleurs de grandes disparités entre les régions. La parité est atteinte chez les chercheurs en Europe du sud-est, par exemple, et l'est presque avec 44% de femmes dans la recherche en Asie centrale, ainsi qu'en Amérique latine et aux Caraïbes. En revanche, dans l'Union européenne, seul un chercheur sur 3 (33%) est une femme, et 37% dans le monde arabe. Les femmes sont également mieux représentées en Afrique subsaharienne (30%) qu'en Asie du Sud (17%).

La forte représentation des femmes diplômées dans les sciences de la vie est une constante ; elles ont désormais atteint la parité (45 à 55% des chercheurs) dans de nombreux pays. Dans certains cas, la balance penche même en leur faveur. Ainsi, six chercheurs sur dix sont des chercheuses au Bélarus et en Nouvelle-Zélande aussi bien en sciences médicales qu'en agronomie. Plus des deux tiers des chercheurs en sciences médicales sont des femmes à El Salvador, en Estonie, au Kazakhstan, en Lettonie, aux Philippines, au Tadjikistan, en Ukraine et au Venezuela.

Sous-représentation constante des femmes dans les sciences de l'ingénieur

Les femmes sont sous-représentées de façon constante dans les sciences de l'ingénieur. En Israël, par exemple, où elles forment 28% du corps professoral de haut niveau, leur présence reste marginale dans les sciences de l'ingénieur (14%), la physique (11%), ainsi que les mathématiques et l'informatique (10%), par rapport à l'éducation (52%) et aux professions paramédicales (63%).

Au Japon et en République de Corée, les femmes ne représentent que 5% et 10% des ingénieurs, respectivement. Ce sont ces deux pays qui comptent les écarts de rémunération entre chercheurs et chercheuses les plus importantes parmi les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à savoir un écart de 29% au Japon et de 39% en République de Corée.

En Amérique du Nord et dans une grande part de l'Europe, peu de femmes sont diplômées en génie, physique, mathématique et informatique. Ainsi, la proportion d'ingénieures n'est que de 19% au Canada, en Allemagne et aux États-Unis et de 22% en Finlande, par exemple, mais il existe quelques heureuses exceptions : à Chypre, 50% des diplômés en sciences de l'ingénieur sont des femmes, au Danemark 38% et en Fédération de Russie 36%.

Moins de femmes dans l'informatique

L'analyse du secteur de l'informatique montre une diminution régulière du nombre de diplômées depuis 2000, en particulier dans les pays à revenu élevé. Entre 2000 et 2012, la proportion de diplômées en informatique a diminué en Australie, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et en République de Corée.

La situation est particulièrement inquiétante en Amérique latine et aux Caraïbes : dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, la proportion de diplômées en informatique a chuté de 2 à 13 points de pourcentage depuis 2000.

Il existe cependant des exceptions. En Europe, le pourcentage de diplômées est



passé de 15% à 24% au Danemark entre 2000 et 2012, et de 10% à 17% en Allemagne, mais ces taux restent néanmoins très faibles. En Turquie, la proportion de diplômées en informatique, d'un score déjà relativement haut de 29%, a grimpé à 33%.

En Malaisie, le secteur des technologies de l'information est composé à parts égales d'hommes et de femmes, et un grand nombre d'entre elles travaillent comme professeur d'université et dans le secteur privé. En Inde, l'augmentation considérable du nombre de diplômées du premier cycle universitaire en sciences de l'ingénieur pourrait indiquer un changement d'attitude à l'égard de cette spécialité dans ce pays, habituellement perçue comme un secteur « masculin ». C'est aussi le signe d'un intérêt de la part des parents, puisque leurs filles sont assurées de trouver du travail dans ce secteur en plein essor et de faire un bon mariage.

Yémen : face à l'aggravation de la crise alimentaire, l'ONU demande une aide urgente afin d'éviter une catastrophe



Des familles déplacées vivant dans un camp de fortune à Dharwan, au Yémen. Photo HCR/Mohammed Hamoud

10 février - Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Yémen a augmenté de 3 millions en l'espace de sept mois, avec en parallèle 17,1 millions de personnes qui peinent à se nourrir, selon une évaluation réalisée par trois agences des Nations Unies, qui réclament une aide urgente afin d'éviter une catastrophe.

Parmi les 17,1 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, 7,3 millions d'entre elles ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence, d'après les résultats préliminaires de l'Evaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition en situations d'urgence (EFSNA), menée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM), en coopération avec les autorités yéménites.

Malnutrition aigüe

Dans quatre gouvernorats, les taux de malnutrition aigüe ont dépassé le seuil « critique », tandis que la production agricole a baissé sur l'ensemble du territoire.

« La vitesse à laquelle la situation se détériore et la hausse spectaculaire du nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire sont extrêmement préoccupantes », a déclaré le Représentant de la FAO au Yémen, Salah El Hajj Hassan. « Il faut garder à l'esprit que l'agriculture représente la principale source de moyens d'existence pour la majorité de la population. La FAO demande des fonds supplémentaires de manière urgente ».

La Représentante de l'UNICEF au Yémen, Dr. Meritxell Relano, a noté pour sa part que « dernièrement au Yémen, nous avons été témoins des taux de malnutrition les plus élevés jamais atteints chez les enfants ». « Si non traités à temps, les enfants souffrant de malnutrition grave et aigüe ont 11 fois plus de chances de mourir que les enfants de la même tranche d'âge en bonne santé. Même s'ils survivent, ces enfants ont de fortes chances de ne pas se développer pleinement », a-t-elle souligné.

Les résultats de l'EFSNA indiquent que plus de 2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aigüe.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a également noté que

le pays est « au bord d'une catastrophe humanitaire » et que le soutien financier nécessaire pour faire face à la crise au Yémen reste insuffisant. « Nous appelons à un soutien international urgent pour répondre aux besoins critiques et prioritaires, car nos opérations au Yémen font face à un manque critique de financement », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'un point de presse à Genève.

Le HCR se dit en particulier inquiet de la propagation des combats des districts côtiers d'Al Mokha et de Dhubab vers l'intérieur des terres, entraînant le déplacement de plus de 34.000 personnes.

Situation dangereuse pour les humanitaires

Le HCR a mobilisé des équipes d'évaluation et distribue une assistance aux personnes dans le besoin, mais « à mesure que les hostilités s'intensifient, la situation sur le terrain devient de plus en plus dangereuse pour le personnel du HCR sur le terrain.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est inquiété de son côté des informations indiquant que des civils ont été pris pour cibles au cours des deux dernières semaines, dans le port d'Al Mokha.

Selon le HCDH, alors que les combats au sol et les attaques aériennes ont rendu impossible l'accès des observateurs du Bureau des droits de l'homme pour vérifier le nombre de victimes civiles, des informations crédibles indiquent que des civils ont été pris dans une situation intolérable, les belligérants leur donnant des instructions contradictoires.

« Des civils ont été piégés et ciblés pendant les combats d'Al Mokha. Il y a de réelles craintes que la situation se répète dans le port d'Al Hudaidah, au nord d'Al Mokha, où les frappes aériennes s'intensifient déjà », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. « La situation humanitaire déjà catastrophique dans le pays pourrait se dégrader encore plus si le port d'Al Hudaidah - un point d'entrée clé pour les importations au Yémen - est sérieusement endommagé ».

RDC : la communauté humanitaire lance un appel de fonds de 748 millions de dollars pour 2017



Une femme écrase du manioc pour produire de la farine, dans la province du Bas-Congo, en République démocratique du Congo (RDC). Photo UNICEF/Olivier Asselin

10 février - La communauté humanitaire en République démocratique du Congo (RDC) et les autorités congolaises ont lancé vendredi un appel de fonds de 748 millions de dollars afin d'assister 6,7 millions de personnes cette année.

Le Plan de réponse humanitaire triennal a pour objectif de répondre au cours des 36 prochains mois aux besoins humanitaires de millions de civils touchés par l'une des crises les plus aiguës et prolongées au monde, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dans un communiqué de presse.

L'appel de fonds, lancé à Kinshasa en présence de représentants d'organisations humanitaires non gouvernementales et de bailleurs de fonds, ciblera, entre autres, les besoins de plus de 2,1 millions de personnes déplacées, 500.000 enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë et de centaines de milliers de personnes menacées de maladies et d'épidémies.

Les 12 derniers mois ayant été le théâtre de violences et conflits de plus en plus inquiétants, les acteurs humanitaires estiment que les besoins vont s'accroître

dans les mois à venir. En 2016, l'insécurité a déplacé en moyenne 2.000 personnes par jour dont le nombre est passé de 1,6 million à plus de 2,1 millions.

En ce début 2017, les organisations humanitaires sont appelées à répondre, entre autres, aux violences dans le Tanganyika et dans les provinces du Kasaï ainsi qu'aux besoins de nouveaux réfugiés sud-soudanais dans le nord-est du pays. En outre, la rougeole et le choléra sont devenus des problèmes de santé majeurs et récurrents.

« Des millions de personnes souffrent d'une crise humanitaire, née de conflits armés et autres menaces, qui affecte profondément leur quotidien. Il est impératif que le monde n'oublie pas les besoins humanitaires urgents et massifs en RDC. Nous devons trouver les moyens de mobiliser 748 millions de dollars pour répondre aux besoins vitaux croissants », précise le chef d'OCHA en RDC, Rein Paulsen.

Le Conseil de sécurité et le Secrétaire général se félicitent de l'élection du nouveau Président somalien



Des membres du Parlement en Somalie déposent leur bulletin de vote lors du scrutin présidentiel le 8 février 2017. Photo ONU/Ilyas Ahmed jeudi soir.

10 février - Le Conseil de sécurité et le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, se sont félicités de la conclusion du processus électoral en Somalie et de l'élection du Président Mohamed Abdullahi Mohamed 'Farmajo', deux jours après la tenue du scrutin.

« Le Secrétaire général félicite M. Mohamed Abdullahi Mohamed 'Farmajo' pour son élection à la présidence fédérale de la Somalie. Il félicite la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et les forces de sécurité somaliennes pour avoir garanti un environnement sûr pendant le scrutin », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée

Le chef de l'ONU a souhaité que le nouveau Président agisse « rapidement en vue de former un cabinet inclusif ». « Le nouveau Gouvernement et les États membres fédéraux devraient, de concert, s'attaquer immédiatement aux priorités nationales urgentes, y compris la finalisation de la constitution et l'établissement de forces de sécurité nationales efficaces. La situation humanitaire actuelle créée par la sécheresse et l'impératif d'éviter une famine devraient, toutefois, figurer en tête de l'ordre du jour. L'ONU est prête à appuyer le Gouvernement à cet égard », a dit son porte-parole.

M. Guterres a exprimé également sa reconnaissance aux partenaires internationaux, y compris l'Union africaine, l'Union européenne, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Ligue des États arabes et les pays donateurs pour leur soutien vital au processus électoral et à une aide humanitaire continue. Il a félicité l'ancien Président Hassan Sheikh Mohamud et le Premier Ministre Omar Abdirashid Ali Sharmarke pour le travail accompli par le Gouvernement fédéral somalien au cours de leur mandat et pour avoir facilité une passation de pouvoir sans heurts avec le nouveau Président et son gouvernement.

Dans une déclaration publiée vendredi par la Présidence du Conseil, les membres du Conseil ont encouragé le Gouvernement fédéral somalien à promouvoir un large processus de réconciliation.

Dans cette déclaration, le Conseil souligne l'importance qu'il y a « à nommer sans délai et en toute transparence les ministres et les membres du Cabinet, en consultation avec le Parlement somalien ». Il souligne aussi la nécessité, à titre prioritaire, de conclure rapidement un accord entre les autorités fédérales et régionales sur une organisation fédérale du secteur de la sécurité somalien.

Par ailleurs, il demande au Président Farmajo et à son gouvernement de se préoccuper sans plus attendre du risque immédiat de famine et de faire face aux conséquences de la grave sécheresse qui sévit en Somalie, en lançant un appel aux donateurs pour qu'ils contribuent plus généreusement au Plan d'aide humanitaire pour la Somalie.

Le Conseil de sécurité demande aussi à la communauté internationale et aux partenaires de la Somalie de renforcer leur appui aux efforts visant à mettre en place et renforcer les institutions nationales, les structures de gouvernance et l'infrastructure socioéconomique de la Somalie. De son côté, le Président Farmajo, ainsi que les autorités fédérales et régionales, sont encouragés à réaffirmer l'engagement de la Somalie à renforcer la transparence et l'obligation de rendre compte dans la gestion des finances publiques, et à faire avancer la réforme du secteur de la sécurité.

Le nombre de réfugiés du Soudan du Sud franchit la barre des 1,5 million, selon le HCR



Des réfugiés sud-soudanais descendent d'un camion au camp de Palorinya en Ouganda. Photo HCR/Michele Sibiloni

10 février - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit vendredi très alarmé par la crise au Soudan du Sud, qui a forcé plus de 1,5 million de personnes à quitter le pays depuis que la guerre civile a éclaté en décembre 2013 et entraîné le déplacement forcé de 2,2 millions autres personnes à l'intérieur du pays.

« Nous demandons à toutes les parties impliquées dans le conflit de régler cette crise de manière rapide et pacifique, alors que des milliers de personnes continuent d'arriver chaque jour dans les pays voisins du Soudan du Sud : l'Ouganda, l'Éthiopie, le Soudan, le Kenya, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'un point de presse au Palais des Nations à Genève.

Avec ces déplacements à grande échelle, le Soudan du Sud est aujourd'hui la plus grande crise de réfugiés en Afrique et la troisième au monde après la Syrie et l'Afghanistan.

Des combats intenses ont éclaté au Soudan du Sud en juillet dernier suite à l'effondrement d'un accord de paix entre le gouvernement et les forces de l'opposition. Plus de 760.000 réfugiés ont fui le pays en 2016, alors que le conflit s'intensifiait au second semestre - en moyenne 63.000 personnes par mois ont été contraintes de quitter le pays. Plus de 60% des réfugiés sont des enfants, dont beaucoup arrivent avec des niveaux alarmants de malnutrition.

Les personnes qui sont arrivées récemment ont fait part d'enlèvements, de viols, de menaces par les groupes armés et d'une forte pénurie alimentaire.

La majorité des réfugiés sont accueillis par l'Ouganda, où environ 698.000 sont arrivés. L'Éthiopie accueille environ 342.000 personnes, 305.000 se trouvent au Soudan, 89.000 au Kenya, 68.000 en République démocratique du Congo et 4.900 en République centrafricaine.

« Le HCR est encouragé par l'accueil que les réfugiés du Soudan du Sud ont reçu dans les pays voisins mais aussi extrêmement préoccupé par le manque de ressources pour gérer l'une des plus grandes crises de réfugiés au monde », a dit M. Spindler.

« Nous travaillons avec les autorités des pays voisins du Soudan du Sud pour fournir une assistance », a-t-il ajouté. « Cependant, nos efforts d'assistance sont entravés par un sous-financement sévère. Nous renouvelons notre appel aux pays donateurs pour qu'ils renforcent leur soutien aux efforts humanitaires pour cette

situation de crise au Soudan du Sud ».

Iran : l'ONU se félicite de la suspension de l'exécution d'un mineur



Le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Rupert Colville. Photo: HCDH

10 février - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est félicité vendredi des informations selon lesquelles l'Iran a suspendu l'exécution d'un mineur suite aux appels lancés récemment par le Haut-Commissaire, le Secrétaire général de l'ONU et des experts des droits de l'homme.

« Nous nous félicitons également des informations selon lesquelles l'Iran a commué les condamnations à mort prononcées contre six mineurs délinquants cette semaine », a déclaré le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève.

« Nous restons néanmoins préoccupés par le sort d'un autre mineur, Hamid Ahmadi, qui avait 17 ans lorsqu'il a été condamné à mort pour le meurtre d'un jeune homme en 2008 lors d'un affrontement. Le tribunal s'est appuyé sur des aveux qui auraient été obtenus sous la torture alors que M. Ahmadi se trouvait dans un poste de police et s'est vu refuser l'accès à un avocat et à sa famille, en violation des garanties internationales de procès équitable et de procédure régulière », a-t-il ajouté.

Selon Rupert Colville, l'exécution de M. Ahmadi a été fixée pour ce samedi 11 février, mais cette exécution pourrait être à nouveau repoussée, cette fois-ci de 10 jours.

Un groupe de Rapporteurs spéciaux des Nations Unies et le Président du Comité des droits de l'enfant de l'ONU ont appelé ce mois-ci l'Iran à annuler son exécution prévue alors pour le 4 février.

Le HCDH a une nouvelle fois demandé à l'Iran à ne plus appliquer la peine de mort aux personnes qui ont commis des crimes lorsqu'ils étaient des enfants. « Le Haut-Commissaire prendra contact avec les autorités iraniennes au sujet de M. Ahmadi, qui serait détenu à l'isolement », a précisé le porte-parole.

« Nous demandons une fois de plus instamment à l'Iran d'instituer immédiatement un moratoire sur la peine de mort », a-t-il ajouté.

En visite en Turquie, le chef de l'ONU salue la générosité du pays à l'égard des réfugiés syriens



Le Secrétaire général de l'ONU António Guterres (à gauche) lors d'une conférence de presse à Istanbul avec le Premier ministre turc Binali Yildirim. Photo ONU/Ahmet Parla

10 février - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a entamé vendredi, à Istanbul, une visite en Turquie, qu'il a félicitée pour sa générosité à l'égard des réfugiés syriens.

« Pendant dix ans, j'étais le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et pendant cette période, la Turquie est devenue le plus grand pays d'accueil des réfugiés au monde. J'ai été témoin de l'immense générosité du gouvernement turc et du peuple turc, qui ont ouvert leurs frontières, leurs maisons et leurs cœurs à leurs frères et soeurs venus de Syrie mais aussi de beaucoup d'autres parties du monde », a dit M. Guterres lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre turc Binali Yildirim.

« Cette générosité doit être égalée. C'est aussi le moment de lancer un appel, quand nous voyons tant de frontières se fermer et quand nous voyons tant de personnes échapper à leurs responsabilités, à un partage effectif du fardeau et pour s'assurer que l'intégrité du régime international de protection des réfugiés soit maintenu », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a aussi salué le rôle joué par la Turquie dans l'organisation de la réunion d'Astana sur la Syrie. Selon lui, il est absolument indispensable de maintenir le cessez-le-feu dans ce pays et de s'assurer que la réunion d'Astana soit suivie par des pourparlers de paix à Genève.

« Le rôle joué par la Turquie a été, à notre avis, extrêmement positif et nous lui en sommes très reconnaissants à cet égard », a-t-il ajouté.

M. Guterres doit rencontrer samedi le Président turc, Recep Tayyip Erdogan. Ensuite, le chef de l'ONU doit s'envoler pour l'Arabie saoudite, où il doit rencontrer le Roi Salman et d'autres hauts responsables du gouvernement.

Dimanche soir, le Secrétaire général s'envolera pour Dubaï, aux Emirats arabes unis, où il participera au Sommet mondial des gouvernements, puis pour Oman, Qatar et l'Egypte.

Avant de rentrer à New York, il se rendra à Bonn, en Allemagne, pour participer à une réunion ministérielle du G20, où il « soulignera la nécessité de renouer la confiance dans la communauté internationale afin de faire face aux défis pressants de la paix et de la sécurité », a précisé son porte-parole. Il se rendra ensuite à Munich pour participer à une conférence annuelle sur la sécurité.